



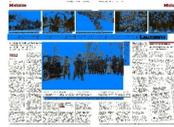
L'Europe et le Proche-Orient ont les yeux braqués sur **Lausanne**

À l'occasion de la Conférence de la Paix, les délégations arrivent des quatre coins du monde dans la capitale vaudoise.



Lord Curzon, ministre britannique des Affaires étrangères, ancien vice-roi des Indes, arrive au Casino de Montbenon pour la cérémonie d'ouverture de la Conférence de Lausanne, le 20 novembre 1922.

EUGÈNE WÜGGLER/
MUSÉE HISTORIQUE
LAUSANNE



1922

Gilles Simond

Les Turcs proposaient Smyrne, c'est Lausanne qui a décroché la timbale: organiser en ce mois de novembre 1922 la Conférence de la Paix au Proche-Orient, chargée de mettre fin à la Grande Guerre pour ce qui touche à l'Empire ottoman. Pourquoi le choix de la capitale vaudoise, proposé par les Anglais, alors que de nombreuses autres cités briguaient cet honneur? Sans doute en raison de la présence sur la rive du Léman d'une forte diaspora turque, Genève et Lausanne étant devenus à la fin du XIX^e «des lieux privilégiés d'exil et de formation supérieure pour les Ottomans musulmans», selon l'historien Hans-Lukas Kieser. L'un des principaux délégués turcs, le D^r Riza Nour Bey, a du reste vécu lui-même un certain temps en exil au bout du lac, où il s'est fait beaucoup d'amis.

Et bien sûr, la neutralité de la Suisse a joué un rôle, comme le souligne le boss de la délégation britannique, le ministre des Affaires étrangères et ancien vice-roi des Indes, Lord George Curzon: «C'est la première fois, Messieurs, que nous nous rencontrons dans un pays neutre et, si l'on devait choisir un pays neutre, il n'en était pas au monde qui eût plus de titres que la Suisse; la Suisse, derrière sa ligne de montagne inviolée, la Suisse, qui n'a jamais provoqué personne mais dont tous les fils se lèveraient pour défendre l'indépendance, si elle était attaquée; la Suisse, qui a toujours prêché, à l'univers, les doctrines de la paix, de bonne volonté, de conciliation générale et qui donne au monde l'exemple d'un régime de paix et de concorde.»

Chef de la délégation turque, le général Ismet Pacha n'est pas en reste, lui qui voit dans la Suisse «un pays dont la glorieuse histoire est le plus irrécusable témoignage de la valeur qu'une noble nation attache à son indépendance»!

Mussolini à Montbenon

Lord Curzon et Ismet Pacha s'exprimaient ainsi lors de la cérémonie d'ouverture de la conférence, le lundi 20 novembre 1922 dans la grande salle du Casino de Montbenon. Face à eux, des délégués de leurs pays respectifs, mais aussi de France, emmenés par le ministre des Affaires étrangères Raymond Poincaré, d'Italie, sous la houlette du tout frais chef du gouvernement Benito Mussolini, de Grèce, avec l'ancien premier ministre Eleftherios Venizelos.

On voit également des délégations de Russie, de Roumanie, du Japon, du royaume des Serbes, Croates et Slovènes (la future Yougoslavie), de Bulgarie et des États-Unis. D'autres pays, comme la Belgique, l'Égypte, la Syrie, les pays scandinaves ou la Palestine ont envoyé des observateurs, eu égard à leurs intérêts économiques en Turquie ou politiques dans les territoires de l'ancien empire ottoman. Un représentant du Vatican est là également, afin de défendre les intérêts des minorités catholiques de la région.

C'est que l'affaire est d'importance. Rappelons que si la Première Guerre mondiale s'est terminée à l'Ouest par l'armistice du 11 novembre 1918, elle s'est prolongée à l'Est. Pour résumer, l'Empire ottoman, dans le camp des perdants, devait être découpé en morceaux et sa taille réduite. Se sentant pousser des ailes, les Grecs débarquent en 1919 à Smyrne (aujourd'hui Izmir) afin de s'emparer de la rive est de la mer Égée, déclenchant une guerre gréco-turque. Les Turcs cependant contre-attaquent et, en 1922, écrasent leurs adversaires.

Vae victis!

L'histoire est écrite par les vainqueurs, dit-on, et c'est bien en vainqueur qu'Ismet Pacha, général dans l'armée révolutionnaire turque, se présente à Lausanne. Car entre-temps, un nouveau pouvoir est né à Angora (Ankara, de nos jours): la Grande assemblée nationale du républicain Mustafa Kemal, qui s'apprête à virer le sultan affaibli installé à Istanbul. Du reste, l'histoire s'écrit en direct durant la préparation de la conférence: «Le sultan n'existe plus pour nous, ni

même ses ministres», déclare Kemal le 1^{er} novembre, annonçant l'abolition du sultanat et donc le renversement de l'Empire ottoman. Et le 17 novembre, on apprend que Mehmed VI a été contraint de s'enfuir à bord d'un navire britannique.

Pour accueillir tout ce beau monde (la délégation britannique à elle seule est composée de 57 personnes, dont dix-sept dactylographes!), Lausanne se met en quatre. L'Hôtel du Château d'Ouchy, inexploité durant la mauvaise saison, a été choisi comme lieu de réunion, offrant sa grande salle à manger pour les séances de délibérations, ses salons pour les conciliabules de groupes et ses chambres pour les secrétariats des délégations. On y a posé le téléphone, pendant que tapisseries et menuisiers aménageaient confortablement les locaux. «Séparé du hameau [d'Ouchy], l'hôtel peut être facilement surveillé et a l'avantage d'être dans un quartier très calme. En outre, il ne logera pas de délégation», révèle la «Feuille d'Avis de Lausanne». Le Conseil d'État vaudois a chargé le Département de justice et police d'organiser un corps de police spécial, formé par des détachements de la police de sûreté, de la gendarmerie et de la police locale, afin d'assurer le service d'ordre et de sécurité.

Aubaine hôtelière

Bien entendu, l'hôtellerie de la ville, mise à mal par la guerre, est ravie de l'aubaine: Français, Turcs et Japonais s'installent au Lausanne-Palace, Anglais, Italiens et Américains au Beau-Rivage, Bulgares et Yougoslaves au Savoy, les Grecs à l'Alexandra de l'avenue Rumine (démoli en 1976). Ouverte quelques semaines plus tôt, la station de télégraphie sans fil du Champ-de-l'Air permettra toutes les transmissions nécessaires aux délégations.

Le côté récréatif n'est pas oublié: «Le Théâtre, le Kursaal, les grands orchestres, les cinémas préparent des programmes de choix qui donneront toutes satisfactions à nos hôtes, se réjouit la «Feuille d'Avis de Lausanne». Et s'il en est, parmi eux, qui pratiquent les sports, golf, armes, aviation, équitation, etc., Lausanne dispose de toutes les res-



sources voulues.»

À l'intention des trois cents journalistes débarqués du monde entier (dont un certain Ernest Hemingway, correspondant du «Toronto Star»), un «cercle de la presse» est organisé par les directeurs des quatre quotidiens de Lausanne au Lausanne-Palace. Ces messieurs y disposent de dix cabines téléphoniques dotées d'une centrale spéciale, d'un bureau de télégraphe spécial, d'un bureau de poste spécial, sans oublier une galerie de travail et plusieurs salons.

Après discussions

La Conférence de Lausanne se déroule en deux temps. Du 21 novembre 1922 au 4 février 1923, puis du 23 avril au 24 juillet 1923. Au sein de différentes commissions et sous-commissions, on y discute âprement des questions territoriales et militaires, de la circulation dans les détroits du Bosphore et des Dardanelles ainsi que de leur démilitarisation, de la situation des étrangers et des minorités en Turquie, des problématiques financières et économiques, des ports et des chemins de fer, des prisonniers et des cimetières de guerre.

Enfin, le 24 juillet 1923, le Traité de Paix de Lausanne est signé avec toute la pompe de circonstance au Palais de Rumine. «Acte fondateur pour les Turcs, sentence dramatique pour certaines communautés (*lire encadré*), le Traité de Lausanne continue de susciter les passions, et à sa périodique célébration par les uns

répondent les vigoureuses manifestations de protestation des autres», souligne Laurent Golay, directeur du **Musée Historique Lausanne**, qui consacrera à l'événement une importante exposition, «Frontières. Le Traité de Lausanne, 1923-2023» au printemps prochain.

Confirmant les paroles de Laurent Golay, des membres d'associations kurdes se réuniront lundi 21 novembre 2022 devant le Palais de Rumine afin de «commémorer la signature de ce traité et les 100 années de souffrances pour le peuple kurde qu'il a engendrées, ainsi que pour sensibiliser la population vaudoise au rôle symbolique de la ville de Lausanne à cet égard». Elles prévoient diverses manifestations durant l'année 2023.

Sources principales:

- «Traité de Lausanne 1923», Sylvie Arsever, L'Aire, 2014
- «Macro et micro histoire autour de la Conférence sur le Proche-Orient tenue à Lausanne en 1922-1923», Hans-Lukas Kieser, «Mémoire Vive» No 13, 2004
- Archives des journaux vaudois, scriptorium.bcu-lausanne.ch

Lausanne, Casino de Montbenon, salle Paderewski, samedi 26 novembre 2022 (19 h), projection du film «Voisins», qui traite du Kurdistan syrien, en présence du réalisateur kurdo-suisse Mano Khalil, organisée par le **Musée Historique Lausanne**.
Entrée libre..

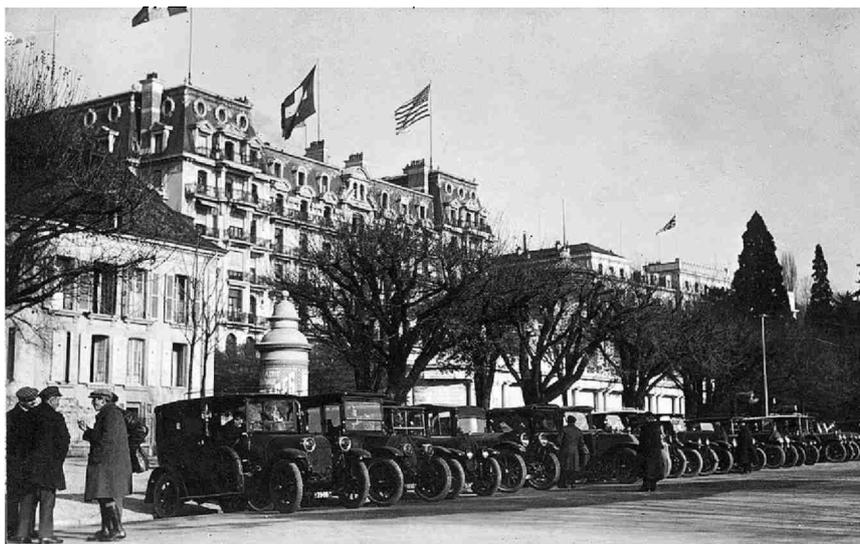


24 Heures
1001 Lausanne
021/ 349 44 44
<https://www.24heures.ch/>

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 41'088
Parution: 6x/semaine

Page: 20
Surface: 240'616 mm²

Ordre: 1074125
N° de thème: 038.095
Référence: 86304500
Coupage Page: 4/9



Les voitures des délégations garées devant le Beau-Rivage Palace lors de la Conférence de Lausanne. HENRI FONTANNAZ/MUSÉE HISTORIQUE LAUSANNE



Lord Curzon, Benito Mussolini et Raymond Poincaré, représentants des pays alliés vainqueurs de la Première Guerre mondiale. GETTY



24 Heures
1001 Lausanne
021/ 349 44 44
<https://www.24heures.ch/>

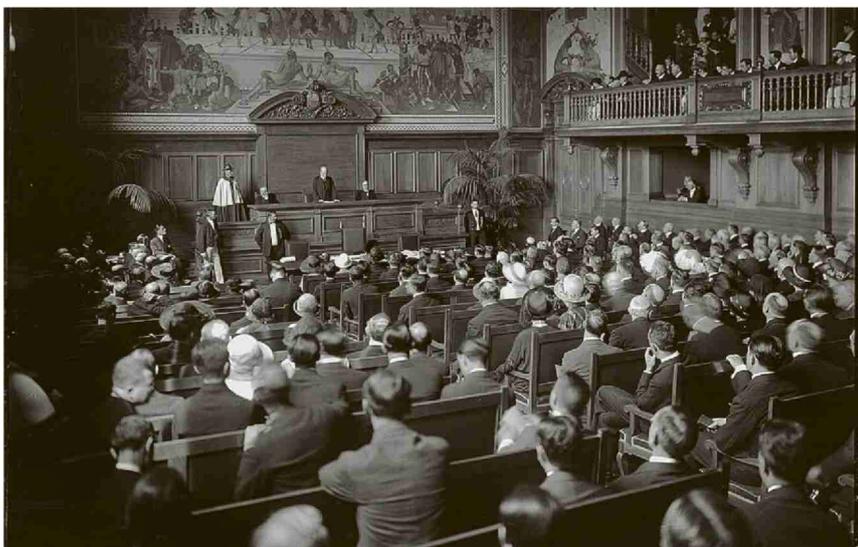
Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 41'088
Parution: 6x/semaine

Page: 20
Surface: 240'616 mm²

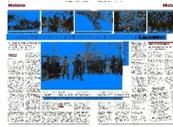
Ordre: 1074125
N° de thème: 038.095
Référence: 86304500
Coupage Page: 5/9



Redessiner la carte de la Turquie n'empê che pas de prendre l'air: des délégués de la conférence se préparent à faire une **course de bobs.** MUSÉE HISTORIQUE LAUSANNE



La cérémonie de signature du Traité de Lausanne a lieu dans l'aula du Palais de Rumine, le 24 juillet 1923. FRANK-HENRI JULLIEN/BIBLIOTHÈQUE DE GENÈVE



Ismet Pacha (premier rang, au centre) et la délégation turque, tout sourire sur les escaliers du Palais de Rumine. FRANK-HENRI JULLIEN/BIBLIOTHÈQUE DE GENÈVE



Le Traité de Lausanne est le certificat de naissance d'un état antidémocratique»



Prof. Hans-Lukas Kieser
Historien spécialiste du Proche-Orient, Université de Newcastle, Australie

● Historien suisse spécialiste du Proche-Orient, le professeur Hans-Lukas Kieser, de l'Université de Newcastle, en Australie, vient de mettre le point final à un livre consacré à la Conférence de Lausanne, à paraître au printemps 2023 en anglais, allemand et turc. Son titre original «When Democracy Died: The Middle East's Enduring Peace of Lausanne» (qu'on peut traduire par: «Quand la démocratie est morte: la durable paix de Lausanne au Moyen-Orient») dit assez bien la sévérité avec laquelle il juge le traité signé à l'issue des négociations de la Conférence de Lausanne.

Selon lui, la Conférence a clairement fait des gagnants et des perdants. Du côté des gagnants, le nouveau gouvernement d'Ankara: «Sans le Traité de Lausanne, ce régime n'aurait pas obtenu un tel succès. Lausanne, c'est la reconnaissance, la clé du pouvoir d'un système à parti unique, autoritaire, voire autocratique. Lausanne est le levier qui a permis à ce groupe autour de Mustafa Kemal, qui deviendra l'Atatürk, d'éliminer ses concurrents. Lausanne

est le certificat de naissance d'un régime antidémocratique de l'entre-deux-guerres, devenu un modèle. Mussolini et les fascistes étaient alors des débutants, comparés à ces leaders d'Ankara qui avaient déjà commis leur génocide sur les Arméniens, leur «ingénierie démographique» aux dépens des minorités. Les nationalistes allemands se sont identifiés avec Ankara.»

Pour le professeur Kieser, «le deuxième gagnant, ce sont les empires nationaux, à commencer par l'Empire britannique, un peu moins les Français, qui ont obtenu moins qu'espéré, parce qu'ils avaient déjà très tôt flirté avec les Kémalistes».

Si un précédent traité, signé à Sèvres en 1920, «mélange malheureux entre un effort sérieux d'être juste et innovateur envers les minorités et une volonté de distribuer les bénéfices entre les vainqueurs de la Première Guerre mondiale, Angleterre, France, Italie et Grèce», a permis à des petits peuples de rêver à leur indépendance, ceux-ci sont les grands perdants du Traité de Lausanne, à commencer par les Arméniens. «On leur avait promis un territoire indépendant et on les a laissés tomber. Ils ont attendu le soutien occidental et rien n'est venu. Une délégation arménienne était présente à

Lausanne mais n'a eu droit qu'à une audition, laquelle a provoqué la colère des Turcs», relate Hans-Peter Kieser. La délégation turque comprenait des Kurdes, auxquels un territoire autonome avait également été promis, et qui pensaient qu'Ankara les soutiendrait. «Mais ça n'a pas été le cas, poursuit Hans-Lukas Kieser. Ankara voulait surtout passer un deal avec les Britanniques. Les Kurdes ont eu une histoire très douloureuse après Lausanne, dont le génocide des Alévis kurdes en 1938. Mais bien des choses ont changé depuis trente ans. Il existe maintenant un Kurdistan irakien autonome, ainsi qu'une région autonome au nord de la Syrie.»

Enfin, parmi les grands perdants, il faut évidemment citer les innombrables victimes anonymes des échanges de population actés à Lausanne: on parle d'environ 1,3 million de chrétiens de Turquie et d'un demi-million de musulmans de Grèce, chassés de chez eux et contraints d'émigrer dans le pays voisin. «La déchristianisation était le grand programme des kémalistes, complété avec l'aide du Traité de Lausanne. Une épuration ethnique qui a réussi», conclut Hans-Lukas Kieser. **GSD**



Lausanne privée de journaux? La grève des typographes humilie les éditeurs lausannois

Le samedi 18 novembre 1922, c'est la douche froide pour les éditeurs des quatre quotidiens lausannois – «Feuille d'Avis», «Gazette», «Revue» et «Tribune de Lausanne». Répondant à l'appel à la grève de la Fédération suisse des typographes, leurs «typos» quittent les ateliers à 8 h 30 du matin! À trois jours de l'ouverture de la Conférence de Lausanne, alors que la presse mondiale est dans la ville, leurs journaux sont menacés de ne pas sortir! Et alors que la Suisse s'apprête à voter sur l'initiative socialiste «Prélèvement d'un impôt unique sur la fortune», contre laquelle les éditeurs sont vent debout!

Mais rapidement, ces derniers réagissent. «Où sont les âpres polémiques d'antan? Front devant l'adversaire commun», affirment-ils. Comme ils l'avaient fait lors d'une grève précédente, en 1918, ils laissent de côté leur rivalité habituelle et, montrant que probablement ils s'étaient préparés à la chose, font paraître le jour même une feuille commune «de combat», baptisée «Presse lausannoise», qui sera vendue 10 ct. pendant les cinq semaines que va durer la grève. Ce ne sont au début que quatre pages, bientôt huit. Pour réussir ce petit miracle, chefs d'imprimerie, journalistes, personnel administratif et même membres de la direction se muent en composteurs, en linotypistes, en «leveurs» de feuilles, en clicheurs et en conducteurs de rotative.

«Presse Lausannoise» peut ainsi s'adresser aux délégués internationaux le 20 novembre, jour d'ouverture de la conférence: «Une grève humiliante pour notre ville empêche la presse lausannoise de donner à ses souhaits de bienvenue l'ampleur qu'eût mérité l'honneur exceptionnel fait au chef-lieu du canton de Vaud».

Les éditeurs appellent leurs abonnés à soutenir «Presse lausannoise»: «Le public voudra bien l'agréer, le soutenir et en excuser, les premiers jours surtout, les imperfections inévitables de rédaction et de distribution. Nous comptons sur l'appui de ce public pour résister à des revendications soviétiques et syndicalistes qui menacent la liberté de l'industrie.»

Les grévistes en prennent pour leur grade: «À la violation de la convention professionnelle, ils ont ajouté celle du Code. Procédant par voie d'ultimatum, ils n'ont voulu attendre ni les décisions des organes réguliers, ni la fin des négociations ouvertes entre patrons et ouvriers. Ils se sont mis au-dessus des dispositions de la loi vaudoise sur la conciliation et l'arbitrage que leur rappelait le Conseil d'État.»

«Le droit du peuple» estime quant à lui «que la Fédération des typographes avait usé suffisamment de mansuétude» envers les imprimeurs avant de

déclencher l'arrêt du travail. Du reste, «le moral des grévistes est excellent, les typos luttant pour l'intégralité de leur fédération que les maîtres imprimeurs voudraient battre en brèche». **GSD**

déclencher l'arrêt du travail. Du reste, «le moral des grévistes est excellent, les typos luttant pour l'intégralité de leur fédération que les maîtres imprimeurs voudraient battre en brèche». **GSD**



PERSONNEL ADMINISTRATIF

Ordre de grève

Les confrères reçoivent l'ordre de quitter leur atelier, aujourd'hui

Samedi 18 novembre, à 8 h. 30 du matin

Ils emporteront leurs effets et leurs outils, de même que ceux de leurs collègues absents ou travaillant de nuit, afin que les patrons ne puissent les utiliser, comme ce fut le cas lors du conflit de 1920.

Rendez-vous au Cercle, à 9 h., où se tiendra l'Assemblée générale.

Les premiers piquets devront prendre leur poste immédiatement et y rester jusqu'à ce que d'autres confrères viennent les remplacer.

La Commission de grève compte que chacun fera son devoir et observera la plus stricte discipline.

Que chacun se souvienne, en quittant sa casse ou sa machine, que l'existence de la Fédération est en jeu !!

Tous au Cercle à 9 heures !

La Commission de grève.

 **N.-B. — Cet ordre de grève concerne tous les travaux, y compris les quotidiens, qui devront être interrompus immédiatement.**

L'ordre de grève du 18 novembre 1922. FAL